

"Notre réforme des retraites s'appuie sur des principes de gauche" (G. Katrougalos, ministre du Travail de la Grèce)

15/01/2016, 9:25

LA TRIBUNE - Quelle est l'ambition de la réforme des retraites que vous allez soumettre au parlement, puis aux créanciers ?

GEORGIOS KATROUGALOS - Notre projet est ambitieux. Il s'agit de rationaliser un système très fragmenté en se fondant sur des éléments de justice sociale. Les précédentes réformes avaient engagé des fusions de caisses de retraites, mais en conservant les règles de calcul anciennes. La caisse principale, l'IKA, verse ainsi aujourd'hui des pensions fondées sur 930 modes de calcul différents. La fusion n'était donc que théorique et nous voulons harmoniser tout cela en créant une seule caisse avec les mêmes règles pour les cotisations et les prestations, que ce soit dans le public ou le privé. C'est un changement important pour la Grèce.

Il s'agit aussi de réduire les coûts...

Oui, cette réforme vise également à engager un effort de réduction des coûts. C'est une obligation qui nous a été imposée par le Mémoire, mais qui s'impose aussi à tout gouvernement responsable. Notre objectif a été de réduire les coûts en protégeant les plus faibles. Nous allons ainsi créer une première pension, appelée « pension nationale », qui sera financée par l'impôt et qui sera versée à tous ceux qui ont droit à la retraite, donc ceux qui ont cotisé 15 ans à partir de 67 ans ou 40 ans à partir de 62 ans. Son montant sera fixé sur le seuil de pauvreté en Grèce, donc 384 euros par mois. Au-delà de cette base, les cotisations financeront une autre partie de la pension. Je pense que ce système s'appuie sur deux grandes valeurs de gauche : l'égalité et la justice sociale. C'est un exemple de notre stratégie après le compromis du mois de juillet avec les créanciers : respecter nos engagements, même lorsqu'ils sont contraire à nos idées, tout en neutralisant leurs effets en y incluant des réformes que nous portons.

Pourquoi avoir décidé de financer une partie de cette réforme par une hausse des cotisations ?

Le Mémoire nous oblige à réaliser des économies à hauteur de 1 % du PIB, soit 1,7 milliard d'euros. Il nous manque actuellement 600 millions d'euros pour atteindre cet objectif. Nous demandons aux créanciers d'accepter de les financer par des hausses de cotisations salariales et patronales pour éviter une nouvelle baisse des pensions. Le patronat grec a accepté cette idée, parce qu'il a compris qu'une baisse des pensions aurait un effet récessif sur l'économie. 52 % des familles grecques reçoivent une aide de la part des retraités et la pension moyenne a déjà été réduite de 40 %. Il n'y a plus de marge de manœuvre pour de nouvelles coupes.

Néanmoins, certains créanciers pourraient estimer que cette hausse des recettes n'est pas une « vraie réforme »...

Je m'attends à des négociations difficiles, parce que quelques-uns de nos créanciers, en effet, demeurent dans une position quelquefois encore trop idéologique. Néanmoins, cette hausse des cotisations est temporaire, elle n'est prévue que sur trois ans, le temps d'améliorer le système de collection des cotisations, tâche à laquelle nous travaillons. L'accord du patronat montre aussi que cette hausse du coût salarial n'est pas considérée par les entreprises grecques comme un obstacle sérieux à la reprise. Notre projet est très élaboré et détaillé. Nous considérons nos créanciers comme des

partenaires et je crois qu'ils finiront par reconnaître la qualité de ce projet. Dans tous les cas, il est hors de question pour le gouvernement grec de réduire encore le montant des pensions actuelles.

Certains ont estimé que les pensions futures pourraient perdre jusqu'à 30% de leur valeur par rapport au mode de calcul actuel. Pouvez-vous confirmer ?

Il n'est pas facile de faire une comparaison. Nous avons surtout placé les revenus des plus faibles et des classes moyennes dans nos priorités. Or, pour ces catégories, le nouveau mode de calcul n'introduit pas de changement important. Du reste, avec la relance de l'économie, les pensions seront augmentées car le niveau de la pension nationale dépendra de la croissance.

Alexis Tsipras a cherché à fonder cette réforme sur une unité des autres partis. Il semble qu'il n'y soit pas parvenu pour le moment, le regrettez-vous ?

Les partis politiques, c'est vrai, n'ont pas voulu participer au dialogue national. Mais je crois que cette réforme aura un large soutien, comme le montre le soutien du patronat, dans une affaire qui va, a priori, contre ses intérêts immédiats.

Les syndicats ne semblent pas non plus approuver votre projet et appellent à la grève...

En tant que ministre du travail, je ne peux pas critiquer les syndicats. Mais, en tant que Grec, je souhaiterais qu'il y ait dans mon pays une meilleure représentation des travailleurs.

Etes-vous inquiet concernant votre majorité parlementaire sur ce projet ?

Non, car, comme je vous l'ai indiqué, ce projet sert deux grandes valeurs de la gauche, la justice sociale et l'égalité.

Six mois après les événements de juillet, comment voyez-vous la « fonction » du gouvernement grec dans la politique européenne ?

Nous continuons de penser qu'il existe deux visions différentes de l'Europe : l'Europe sociale et l'Europe de l'austérité. Et nous voulons toujours présenter un paradigme alternatif à l'orthodoxie néolibérale. Nous constatons, au demeurant, que la dynamique change, comme le prouve le changement de majorité au Portugal. La social-démocratie européenne semble progressivement reconsidérer son alliance avec les forces conservatrices. Quant à nous, nous travaillons pour une Grèce plus prospère, mais notre lutte s'inscrit dans le cadre d'un combat pour une Europe plus sociale.